

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Les jeunes invités à s'impliquer davantage dans l'agriculture

Jean MADOUMA Libreville/Gabon

E village agricole de Boulokoboue a servi de cadre, dernièrement, à la célébration de la 75e Journée mondiale de l'alimentation sur le thème: "Cultiver, nourrir, préserver. Ensemble, agir pour l'avenir ". À cette occasion, le ministre de l'Alimentation, Biendi Maganga Moussavou, a invité les jeunes à s'impliquer davantage dans le secteur de l'agriculture, pourvoyeur d'emplois durables. " Nous avons la mission de produire ce que nous

consom-Les efforts mons, cultiver faits par nos sur un mamans pour foncier améliorer leurs rendements au nible à quotidien par grande des techniques échelle, de productivité plus approvillage priées doivent agricole nous inspirer. Graine,

notre agriculture productive. Les efforts faits par nos mamans pour améliorer leurs rendements au quotidien par des techniques de productivité plus appropriées

afin de

rendre

doivent nous inspirer. Nous devons également travailler ensemble, dans la cohésion en préservant nos sols, nos forêts et agir ensemble pour un avenir meilleur ", a indiqué le membre du gouvernement. Le Coordinateur du bureau sous-régional de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Afrique centrale, Helder Muteia, a réitéré l'engagement de l'agence onusienne à accompagner le Gabon dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Il a interpellé l'ensemble des parties prenantes à une cohésion d'actions en vue d'offrir une alimentation nutritive et saine, abordable et durable pour tous.

L'administrateur de l'ONG IDRC Africa, Hervé Omva, a remercié le ministère de l'Agriculture, la FAO et d'autres partenaires techniques et financiers pour le choix du village agricole Boulokoboue pour célébrer la Journée mondiale de l'alimentation. Il a loué le courage des jeunes qui viennent chaque jour pour apprendre et maîtriser les outils d'agripreneurs.



Le ministre de l'Agriculture et les partenaires lors de la Journée mondiale de l'alimentation au site de Bolokobouet



RÉPUBLIQUE GABONAISE (Union-Travail-Justice)

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DE LA RELANCE COMMISSION NATIONALE DES TIPPEE



SECRETARIAT PERMANENT

PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES LOCALES PHASE II (PDIL2)

Financement : BIRD | 1D : P151077 | Prét Nº : 85640-GA

AVIS À MANIFESTATION D'INTERET N° 05-2020/CNT/UCP-PDIL2

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ÉVALUATION FINALE DU PDIL2

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION :

Le Gouvernement Gabonais se propose de financer, avec l'appui de la Banque Mondiale, un Projet de Développement Local dénommé Projet de Développement des Infrastructures Locales - Phase 2 (PDIL2). Ce projet est exécuté dans le cadre d'un programme dit Travaux d'Intérêt Public Pour la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (TIPPEE).

L'Unité de Gestion du Projet (UCP) du PDIL2 propose utiliser une partie des fonds du prêt pour effectuer des paiements autorisés au titre de recrutement d'un consultant individuel (CI) qui sera chargé de l'Évaluation finale du PDIL2.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION:

Tout au long de l'exécution du PDIL2, le Secrétariat Permanent (SP) de la CN-TIPPEE aura à gérer des fonds y correspondants, principalement en provenance de la Banque Mondiale et du Gouvernement gabonais au titre de la contrepartie du prêt. Ainsi, les fonds affectés au Secrétariat Permanent de la CN-TIPPEE serviront à des proportions diverses à la réalisation de travaux, l'acquisition d'équipements, la sélection de consultants, l'exécution de sous-projets dans le cadre de la mise en œuvre du PDIL2 et le paiement des indemnisations. Le Gouvernement gabonais a décidé que le PDIL2, qui engendrera lesdites dépenses, devra faire l'objet d'une évaluation finale pour une clôture prévue le 31 janvier 2021. L'objectif global de l'Évaluation Finale du PDIL2 est d'une part i) dévaluer la performance d'exécution globale du projet et les résultats atteints par rapport aux objectifs initiaux et d'autre part de ii) mettre en place une base d'expériences. et d'autre part, de ii) mettre en place une base d'expériences pouvant contribuer à l'amélioration de la mise en œuvre des projets et programmes en cours et ceux à venir. Ce processus requiert une évaluation de la pertinence, de l'efficacité, de l'efficience et de la durabilité des interventions du projet, en prenant en compte les recommandations formulées lors des différentes missions de supervision de la Banque mondiale.

Les objectifs spécifiques (cf. TdRs disponibles sur demande).

3. QUALIFICATIONS REQUISES:

La mission sera conduite par un consultant individuel disposant d'une solide expérience en évaluation de projets et programmes, financés par la Banque Mondiale ou la Banque Africaine de Développement ou l'Agence Française de Développement, notamment dans le domaine urbain. Les conditions minimales sont les suivantes : i) Avoir un diplôme de niveau Bac+5 en sciences sociales (droit, économie, ...). ingénierie ou équivalent, ii) Disposer d'une expérience professionnelle d'au moins de 15 ans en évaluation de projets et programmes de développement, iii) Au moins 5 missions réalisées dans le cadre de l'évaluation de projets et programmes financès par la Banque mondiale de préférence, dont 2 au moins portant sur des projets dans le secteur urbain et/ou dans le domaine de l'adaptation au changement climatique dans un pays présentant un environnement institutionnel similaire à celui du Gabon, iv) Une bonne expérience pratique dans le domaine des infrastructures routière et/ou l'assainissement des quartiers précaires et/

ou la gestion des risques liés aux inondations, ainsi que des projets et programmes d'appui, v) Une expérience avec les agences/directions centrales gabonaises est souhaitable, vi) Une bonne connaissance démontrée du suivi/évaluation de projets et programmes financés par les bailleurs de fonds (en particulier la Banque mondiale) est nécessaire. Avoir d'excellentes capacités de rédaction, d'analyse et de synthèse en français et de communication dans cette langue.

4. PROCEDURE ET METHODE DE SELECTION:

Le recrutement de l'Évaluateur sera effectué suivant la méthode de sélection de Consultant Individuel par Appel à Manifestations d'Intérêt (AMI). Le recrutement comportera notamment une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés au regard de l'analyse de leurs CVs.

5. CONSTITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE :

Les candidats intéressés devront transmettre un dossier de candidature en langue française et en trois (3) exemplaires comprenant : i) Une lettre de motivation adressée au Secrétaire Permanent de la CN-TIPPEE, et ii) Un curriculum vitae (CV) détaillé comportant des informations démontrant que le candidat possède les qualifications, expériences et aptitudes pertinentes pour la mission (essentiellement demandé au

6. LIEU ET DURÉE DE LA MISSION :

L'Évaluateur sera recruté pour la durée restante d'exécution du Projet à compter de la date de signature du contrat (jusqu'au 31 janvier 2021), la durée effective du travail est estimée à quarante-cinq (45) jours. La mission s'effectuera dans les ocaux de la CN-TIPPEE.

7. LIEU ET DATE DE DÉPÔT DES MANIFESTATIONS

Les plis porteront la mention suivante : (Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Évaluateur Final PDIL 2).

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous par courrier ou par envoi électronique, au plus tard le mercredi 4 novembre 2020 à 12h00 (heure locale du

Pour plus de détail sur la mission, les Consultants intéressés peuvent demander les Termes de références (TdRs) adresse ci-dessous, du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00 ou par courrier électronique à : tippeegabon@cntippee.org, copie à m.y.bouazzi@cntippee.org

Commission Nationale des TIPPEE Adresse: Pont de Gué-Gué, impasse André MBA OBAME, villa N°117 - BP : 22 Libreville, Gabon ; Tél : +241 11731963;

E-mail: tippeegabon@cntippee.org